

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
RÉGION DE FES MEKNES

Appel d'offres n° 30/RFM/2017

MARCHE N°...../2017

***ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI
DES TRAVAUX DE :***

:

- CONSTRUCTION DE LA PISTE ZAOUIT IFRANE-AJNA A LA COMMUNE
OUED IFRANE SUR 6 KM***
- AMENAGEMENT DE LA PISTE AIN MERSSA ADRAR-OUKSSACEN A LA
COMMUNE TIZGUIT SUR 10,2 KM***

A LA PROVINCE D'IFRANE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la réalisation des études techniques et suivi des travaux de :

- construction de la piste Zaouit Ifrane-Ajna à la commune Oued Ifrane sur 6 KM
- Aménagement de la piste Ain Merssa Adrar-Oukssacen à la commune TIZGUIT sur 10,2 Km

Le présent appel d'offres ouvert en séance publique, est lancé par la région Fès-Meknès, désignée ci-après par l'Administration, en application de l'article 18 du Décret n°2-12-349 du 8 Joumada 1- 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : La région de Fès-Meknès.

ARTICLE 3: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n°2-12-349 précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Est en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 24 ou 85 du Décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 4 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du Décret n°2-12-349 précité, les pièces justificatives à fournir par les concurrents sont :

1) Dossier administratif comprenant :

Il doit comprendre, les pièces suivantes :

- i. La déclaration sur l'honneur conforme au modèle figurant en annexe (pièce n°1);
- ii. L'originale du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire.

En cas de groupement:

- iii. un pouvoir signé par les signataires dûment autorisés désignant le mandataire du groupement en cas de groupement.
- iv. La convention, liant les membres du groupement, précisant que tous les membres du groupement sont responsables conjointement ou solidairement de l'exécution du marché, Cette convention précisera le mandataire.

NB. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 40 dudit décret:

- a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon
- b. la forme juridique du concurrent:
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée;

- S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas:
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique
 - Un extrait des statuts de la société et/ ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsque il agit au nom d'une personne morale
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant
- c. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'origine délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du Décret susvisé. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé
- d. L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ou la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue par le dahir portant loi n°1-72-184 du 15 jourmada II 1392(27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.
- e. Le certificat d'immatriculation au Registre du Commerce
- f. L'équivalent des attestations visées aux paragraphes **b**, **c** et **d** ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

2) Dossier technique comprenant :

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
- b) Les attestations délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations avec indication de la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.
- c) Une copie certifiée conforme à l'original du certificat d'agrément justifiant **le domaine d'activité D4** pour les concurrents installés au Maroc.

N.B : Les concurrents non installés au Maroc doivent fournir le dossier technique mentionné dans les paragraphes a et b ci-dessus .

3) Offre technique comprenant :

1) La liste des personnes à mettre sur le projet (**Un ingénieur en génie civil, Un ingénieur Hydraulicien, et deux techniciens en génie civil**), leurs qualifications, expériences et leurs C.V. détaillés selon modèle en annexe (**Joindre les curriculums vitae dûment signés et les copies certifiées conformes des diplômes de chacun des membres de l'équipe qui sera chargé de l'assistance technique au maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux**) ;

2) Références, se rapportant à des prestations similaires à celles objet de l'assistance technique au maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux, réalisées durant les cinq dernières années, au profit d'administration ou bien établissement publics (**Ces références doivent être justifiées par des copies certifiées conformes à l'originale des attestations de références signées par les bénéficiaires**).

3) Note sur la méthodologie à suivre pour la réalisation des prestations en question.

4) Dossier additif comprenant :

- a- Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page avec la mention manuscrite «lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages ;
- b- Le règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages.

ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-06-388 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- copie de l'avis d'appel d'offres,
- Le cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et le détail estimatif ;
- Le modèle du cadre du sous détail des prix, le cas échéant ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation ;

ARTICLE 6 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 5 du décret n° 2-06-388 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier et aux membres de la commission, suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions du §2-1 de l'article 20 du décret n° 2-06-388 précité.

ARTICLE 7 : RÉPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique

ARTICLE 8: RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès l'apparition de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat : www.marchespublics.gov.ma

ARTICLE 9 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 2-06-388 précité, tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrages à un concurrent à la demande de ce dernier sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée, et communiqué au membre de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE 10 : CONTENU ET PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 26 du décret n° 2-06-388 précité, Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Un dossier administratif précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- Une offre technique.

- Une offre financière comprenant :
- L'acte d'engagement établi comme il est dit au §1-a de l'article 26 du décret n° 2-06-388 précité ;
- Le bordereau des prix et le détail estimatif
- Le montant de l'acte d'engagement ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix doivent être indiqués en chiffres et en toutes lettres.
- Un dossier additif

2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret n° 2-06-388 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que «les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres ».

Ce pli contient trois enveloppes comprenant pour chacune :

- a- La première enveloppe : le dossier administratif, le dossier technique et le dossier additif. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention «dossiers administratif technique et Additif » ;
- b- La deuxième enveloppe : L'offre technique. Cette enveloppe doit être cachetée et portée de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre technique »
- c- La troisième enveloppe : l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention «offre financière » ;

ARTICLE 11 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret n° 2-06-388 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrages dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 35 du décret n° 2-06-388 précité.

ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-06-388 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 11 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 30 du décret n°2-06-388 et rappelées à l'article 11 ci-dessus.

ARTICLE 13 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES :

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leur pli dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre vingt dix (90) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger la validité de leurs offres pour une période supplémentaire déterminée. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrages resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 14 : PRÉFÉRENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément aux dispositions de l'article 81 du décret n°2-06-388, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de **quinze pour cent (15%)**.

ARTICLE 15: LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le candidat, ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre, échangés entre le candidat et l'Administration seront rédigés en langue Française, étant entendu que tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue, dès lors qu'il sera accompagné par une traduction faite par un traducteur assurément en langue Française. Dans ce cas, et aux fins de l'interprétation de l'offre technique ou financière, seule la traduction française fera foi.

ARTICLE 16 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les prix des travaux et des services connexes doivent être présentés en Dirham marocain.

ARTICLE 17 : CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

La commission apprécie les garanties et capacités juridiques, techniques et financières ainsi que les références professionnelles en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

ARTICLE 18 - CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le cautionnement provisoire est fixé à 25 000 DH (Vingt-cinq mille DH), qui fera partie intégrante de son offre.

ARTICLE 19 : CRITÈRES DE CHOIX ET DE CLASSEMENT DES OFFRES

Les offres seront jugées conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 38, 39, 40, 41 et 42 du décret n°2-06-388 précité, et sur la base des critères d'évaluation de la note technique cités ci-dessous et de l'offre financière. Après vérification des pièces exigés dans les dossiers administratif et technique et de l'offre technique, l'évaluation des candidats se fera en deux étapes :

1^{ère} étape : Evaluation technique des candidats

Critères d'évaluation de la note technique :

L'offre techniquement la plus avantageuse est appréciée en tenant compte principalement :

- De sa capacité à répondre aux stipulations du CPS ;
- De la qualité des offres ;

La capacité à répondre aux stipulations du CPS et la qualité des offres est appréciée par l'ensemble des critères suivants :

A) Le nombre de références techniques en relation avec l'étude objet de l'appel d'offres (Nt1) ;

B) La composition de l'équipe proposée pour la réalisation de l'assistance technique au maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux (Nt2) ;

C) La Méthodologie à suivre pour la conduite et la réalisation des prestations (Nt3).

$$Nt = Nt1 + Nt2 + Nt3$$

Le système de notation relatif aux critères susvisés est présenté ci-après :

A - Références similaires à celle faisant l'objet de l'appel d'offres, réalisées durant les cinq dernières années (30 Points)

- Chaque référence d'importance supérieure ou égale : 5 Points
- Une référence de moindre importance : 2 Points

La note maximale est fixée à 30 points.

N.B : Toute référence déclarée par le concurrent et non justifiée par une attestation de référence signée par l'organisme bénéficiaire et certifiée conforme ne sera pas prise en considération.

B – Equipe proposée (60 Points)

L'équipe proposée sera composée comme suit :

- Un Ingénieur en génie civil d'au moins cinq ans d'expérience
- Un ingénieur hydraulicien d'au moins cinq ans d'expérience
- Deux Techniciens en génie civil d'au moins trois ans d'expérience

Une qualification non exigée ou une expérience d'un membre de l'équipe inférieure à 3 ans conduit à la non comptabilisation de sa note.

Chacun des membres de cette équipe est noté selon les critères suivants :

- L'expérience dans le domaine (Exp)

Cette notation est répartie suivant le canevas suivant :

↳ La note de l'ingénieur en génie civil : (20 points)

■ Note de l'expérience dans le domaine (n Exp) : (20 points)

- Chaque année d'expérience dans le domaine est sanctionnée par 2 Points
- Le maximum est de 20 Points ;
-

↳ La note de l'ingénieur hydraulicien : (20 points)

■ Note de l'expérience dans le domaine (n Exp) :

- Chaque année d'expérience dans le domaine est sanctionnée par 2 Points
- Le maximum est de 20 Points ;

↳ La note des techniciens en génie civil : (20 points)

- Note de l'expérience dans le domaine (n Exp) :
 - Chaque année d'expérience dans le domaine est sanctionnée par 2 Points
 - Le maximum est de 10 Points par technicien et deux techniciens maximum ;

C - Méthodologie à suivre pour la conduite et la réalisation des prestations : 10 points

Ce critère sera noté sur 10 points. Cette note sera pondérée par un coefficient Ca dont la valeur est fonction de la qualité de la méthodologie proposée :

- Satisfaisante : Ca = 1
- Assez bien : Ca = 0.8
- Moyenne : Ca = 0.6
- Faible : Ca = 0.2

La méthodologie doit indiquer en détail, la démarche à suivre par le Consultant pour l'exécution des prestations objet du CPS.

2^{ème} étape : Evaluation des offres financières

La note technique des concurrents retenus est pondérée avec la note financière.

Note financière (Nf) :

L'offre la moins disante sera affectée d'une note de 100 points, les autres offres seront affectées chacune d'une note calculée par l'application de la formule suivante :

$$Nf = 100 \times \frac{Md}{M} \quad \text{dans laquelle :}$$

Md : désigne le montant de l'offre la moins disante

M : désigne le montant de l'offre considérée

Nf : désigne la note financière qui sera attribuée à l'offre considérée

Note global (Ng) :

Les notes technique et financière obtenues par chaque candidat seront ensuite pondérées pour déterminer la note global Ng selon la formule suivante : **Ng = 0,7 Nt + 0,3 Nf**

Classement des offres:

L'ordre de classement final des offres se fera par ordre croissant (du 1er au dernier) en commençant par la note la plus élevée et en finissant par celle la moins élevée.

L'offre la plus avantageuse à retenir par l'administration est celle ayant obtenu la note Ng la plus élevée.

Le soumissionnaire
« lu et accepté »

Le maitre d'ouvrage

ANNEXES

PIECE N°1

MODELE TYPE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

Mode de passation : Appel d'offres ouvert en séance publique

Objet du Marché : Etudes techniques et suivi des travaux de :

- construction de la piste Zaouit Ifrane-Ajna à la commune Oued Ifrane sur 6 KM
- Aménagement de la piste Ain Merssa Adrar-Oukssacen à la commune TIZGUIT sur 10,2 Km

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné(prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° :⁽¹⁾

Inscrit au Registre de Commerce de : (Localité)

sous le n°⁽¹⁾

n° de patente :⁽¹⁾

CIN n° :

n° du compte courant postal bancaire ou à la TGR (RIB)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné : (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de : (raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de :

Adresse du siège social de la Société :

Adresse du domicile élu :

Affiliée à la CNSS sous le n° :⁽¹⁾

Inscrite au registre de commerce(localité) sous n°

n° de patente⁽¹⁾

Identifiant fiscal :

n° du compte courant postal bancaire ou à la TGR (RIB)

-Déclare sur l'honneur

1. m'engager, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
2. que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349 du 8joudada I 1434 (20mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle;
3. Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
4. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret n° 2.12.349 précité ;
 - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.
 - à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées au Maroc ; (3)
5. m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
6. m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue de l'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
7. Atteste que je remplis les conditions prévus par l'article 1 du dahir n°1-02-188 du 12 joudada I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise (4).
8. Atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du décret n°2-12-349 précité.
9. certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
10. reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 159 du décret n°2-12-349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait àle

Signature et cachet du concurrent

- (1) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.
- (2) A supprimer le cas échéant.
- (3) Lorsque le CPS le prévoit.
- (4) A prévoir en cas d'application de l'article 156 du décret précité n° 2-12-349
(*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

PIECE2-a
ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Administration

Appel d'Offres Ouvert sur offres de prix n° du

Objet du Marché : Etudes techniques et suivi des travaux de :

- construction de la piste Zaouit Ifrane-Ajna à la commune Oued Ifrane sur 6 KM
- Aménagement de la piste Ain Merssa Adrar-Oukssacen à la commune TIZGUIT sur 10,2 Km

Passé en application des articles 16, 17 et 18 du décret N° 2-12-349 du 8 joumada I 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent

a/ Pour les personnes physiques

Je soussigné,(prénom, nom et qualité)
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
Adresse du domicile élu :
Affilié à la CNSS sous le n°⁽³⁾
Inscrit au Registre de Commerce de : (Localité) sous le n°⁽³⁾
CIN n° :
n° de patente :⁽³⁾

b/ Pour les personnes morales

Je soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'Entreprise)
Agissant au nom et pour le compte de :(Raison sociale et forme juridique de la Société),
Au capital de :
Adresse du Siège Social de la Société :
Adresse du domicile élu :⁽³⁾
Affiliée à la CNSS sous le n°⁽³⁾
Inscrite au Registre de Commerce de : (Localité) sous le n°⁽³⁾
Identifiant fiscal :
n° de patente :⁽³⁾

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'Appel d'Offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus,
Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature des travaux et les difficultés que comportent ces prestations :

1. Remets revêtu de ma signature un bordereau des prix - détail estimatif conformément aux modèles figurant au dossier d'Appel d'Offres.
2. M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au Cahier des Prescriptions Spéciales, et moyennant les prix que j'ai établi moi-même, lesquels font ressortir :

- Montant Hors T.V.A. : (en lettres et en chiffres)
- Taux de la T.V.A. : 20%
- Montant de la T.V.A.: (en lettres et en chiffres)
- Montant Total T.T.C. : (en lettres et en chiffres)

⁽³⁾ Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration faite devant une autorité judiciaire ou administrative ou notaire ou organisme professionnel qualifié

L'Etat se libérera des sommes dues par lui, en faisant donner crédit au compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ⁽⁴⁾ ouvert à mon nom (ou au nom de la société), à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) n°

Fait à, le

Signature et cachet du concurrent

⁽⁴⁾ Supprimer les mentions inutiles

PIECE 2-b
ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Administration

Appel d'Offres Ouvert sur offres de prix n° du

Objet du Marché : Etudes techniques et suivi des travaux de :

- construction de la piste Zaouit Ifrane-Ajna à la commune Oued Ifrane sur 6 KM
- Aménagement de la piste Ain Merssa Adrar-Oukssacen à la commune TIZGUIT sur 10,2 Km

Passé en application des articles 16, 17 et 18 du décret N° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée au groupement

Nous soussignés (prénom, nom et qualité du premier membre du groupement) et (prénom, nom et qualité du deuxième membre du groupement, nous obligeons conjointement / solidairement ⁽⁴⁾).

Désignons..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement de

Agissant au nom et pour le compte de..... (premier membre du groupement)

Au capital de :DH

Adresse du siège social :

Adresse du domicile élu :

Affiliée à la CNSS sous le n°

Inscrite au Registre de Commerce de :sous le n°

Identifiant fiscal :

n° de patente :

C.B N° : Agence de

Et (Deuxième membre du groupement)

Au capital de :DH

Adresse du siège social :

Adresse du domicile élu :

Affiliée à la CNSS sous le n°

Inscrite au Registre de Commerce de :sous le n°

Identifiant fiscal :

n° de patente :

C.B N° : Agence de

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés :

Après avoir apprécié à notre point de vue et sous notre responsabilité la nature des travaux et les difficultés que comportent ces prestations :

3. Remettons revêtu de nos signatures un bordereau des prix - détail estimatif conformément aux modèles figurant au dossier d'Appel d'Offres.

4. Nous engageons à exécuter lesdites prestations conformément au Cahier des Prescriptions Spéciales, et moyennant les prix que nous avons établi nous-même, lesquels font ressortir :

- Montant Hors T.V.A. : (en lettres et en chiffres)
- Taux de la T.V.A. : 20%
- Montant de la T.V.A.: (en lettres et en chiffres)
- Montant Total T.T.C. : (en lettres et en chiffres)

L'Etat se libérera des sommes dues par lui, en faisant donner crédit au compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ⁽⁴⁾ ouvert à mon nom (ou au nom de la société), à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) n°

Fait à, le

Signature et cachet du concurrent

⁽⁴⁾ Supprimer les mentions inutiles

En complément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-06-388 précité, le dossier d'appel d'offres comprend la liste des documents techniques ci-après :

- 1) Principales références similaires à celle faisant l'objet de l'appel d'offres, réalisées durant les dix dernières années.
- 2) Composition de l'équipe et modèle de curriculum vitae;

Ces pièces font partie de l'offre technique et servent pour l'évaluation des offres

PRINCIPALES REFERENCES SIMILAIRES A CELLE FAISANT L'OBJET DE L'APPEL D'OFFRES, DURANT LES CINQ DERNIERES ANNEES

Intitulé du projet et références du marché	Maître d'ouvrage	délai	Période d'exécution	Montant (1)

(1) pour les projets réalisés en groupement, indiquer la part réalisée par le concurrent.
Pour chaque projet pertinent réalisé par le concurrent soit seul, soit dans le cadre d'un groupement, une fiche doit être remplie selon le modèle ci-après en indiquant les renseignements demandés.

N.B : Toute référence déclarée par le concurrent et non justifiée par une attestation de référence signée par le bénéficiaire ne sera pas prise en considération.

COMPOSITION DE L'EQUIPE PROPOSEE ET DES RESPONSABILITES DE SES MEMBRES

1. Personnel technique / de gestion

Nom	Poste	Attributions

2. Personnel d'appui

Nom	Poste	Attributions

MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DES MEMBRE DE L'EQUIPE PROPOSEE

Nom :

Date de naissance :

Poste :

Attributions spécifiques :

Principales qualifications :

Donner un aperçu des aspects des qualifications les plus utiles à ses attributions dans le cadre de la mission. Indiquer le niveau des responsabilités exercées lors de missions antérieures, en précisant les dates et le lieu.

Formation :

Résumer les études universitaires et autres études spécialisées, en indiquant les noms des écoles ou universités fréquentés ainsi que les diplômes obtenus.

Expérience professionnelle :

Dresser la liste des emplois exercés depuis la fin des études par ordre chronologique inverse, en commençant par le poste actuel. Pour chacun des emplois, indiquer les dates, nom de l'employeur, titre du poste occupé et lieu de travail.

Langues :

Indiquer, pour chacun des langues, le niveau de connaissance.

Je, soussigné, déclare sur l'honneur, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

A.....Le.....

(Signature légalisée de l'intéressé)